



CERTIFICAT QUALIBAT « RGE »



ACCREDITATION
N°4-0523,
LISTE DES SITES ET
PORTÉE DISPONIBLE
SUR WWW.COFRAC.FR

NUMÉRO E-E129077

VALABLE JUSQU'AU 25/05/2025

ÉDITÉ LE 22/03/2024

SITUATION ADMINISTRATIVE ET JURIDIQUE

Date de création : 01/03/2000

Forme juridique : SARL

Capital : DEPUIS LE 21/03/2000
11 430

Raison sociale : SARL ENTREPRISE LE SCANF

CROAS AR BORN
29420 PLOUVORN

Registre du commerce ou répertoire des métiers :
RC BREST 429 877 236 RCS

Siret : 429 877 236 00019

Code NACE : 4322A

Numéro caisse de congés payés : 5034055

Assurance Responsabilité Travaux :

MAAF 129228361 U 001

Assurance Responsabilité Civile :

MAAF 129228361 U 001

Situation fiscale et sociale : A jour au 15/01/2024

Téléphone : 02 98 61 32 13

Portable : 06 80 28 54 13

Fax :

Site Internet : www.entreprise-lescanf.fr

E-mail : lescanf.entreprise@wanadoo.fr

Responsabilité légale :

LE SCANF PHILIPPE GÉRANT(E) ASSOCIÉ(E) MAJORITAIRE

Effectif moyen : 7

Tranche de classification : EFF2A

QUALIFICATION PROFESSIONNELLE

Code	Qualification(s) en cours de validité	* Date d'attribution
5211	Remplacement de chaudière gaz/fuel en logement individuel Mention RGE	11/05/2023
5911 PROB	Installations photovoltaïques de puissance de raccordement inférieure à 36 kVA	14/03/2024

Catégories de travaux RGE couvertes

Catégories	Date d'attribution
o Chaudières à haute performance énergétique ou à micro-cogénération gaz	01/01/2021
o Panneaux solaires photovoltaïques	14/03/2024

* ou du plus récent renouvellement

LE PRÉSIDENT
DE QUALIBAT

Gérard SÉNIOR

SIGNATURE
DU TITULAIRE

AGENCE
QUALIBAT

AGENCE DE LOUDEAC
2, RUE CHARLES LANSARD
22600 LOUDEAC

La (ou les) qualification(s) « RGE » atteste(nt) de la conformité aux exigences applicables à la « Reconnaissance Garant de l'Environnement », suivant le « référentiel pour l'attribution et le suivi d'une qualification professionnelle d'entreprise et la délivrance du certificat », ainsi que les éventuelles exigences complémentaires et/ou particulières associées aux qualifications ci-dessus, en vigueur à la date de la demande.